
**LE JOURNAL OFFICIEL DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PENDANT LA
COMMUNE DE 1871 ET SA
« RÉIMPRESSION »**

par

Michèle Audin & Yves Cunat

En 1871, jusqu'au 19 mars, le *Journal Officiel de la République française* paraît tous les jours en deux éditions, un « grand » journal le matin et un « petit » le soir. Le 19 mars 1871, après avoir fait paraître l'édition du matin, l'équipe de rédaction du *JO* part pour Versailles, accompagnant les administrations qui suivent le chef de l'exécutif et le gouvernement, partis la veille. Après leur départ, trois bataillons de la Garde nationale et quelques journalistes prennent possession des locaux, dans lesquels ils se mettent au travail, publiant, dès le 20 mars, les deux éditions du Journal Officiel.

Pendant la Commune de Paris, et plus précisément du 20 mars au 24 mai 1871, il paraît donc deux « *JO* » :

- le *Journal Officiel de la République française* publié à Paris, en deux éditions, du matin et du soir entre le 20 mars et le 19 mai,
- le *Journal Officiel de la République française* publié à Versailles, dans un format différent, avec une seule édition.

Aux historiens et amateurs d'histoire, c'est encore autre chose que l'on propose comme « Journal officiel de la Commune ». Il s'agit de

- la Réimpression du *Journal Officiel de la République française* sous la Commune,

Une version de ce texte est disponible sur <http://archivesautonomies.org/spip.php?article1674>.

d'autant plus facile à utiliser par exemple qu'une version est disponible en ligne sur le site Gallica de la Bibliothèque nationale de France.

Pourtant, cette « réimpression » n'en est pas une : il ne s'agit ni d'un fac-similé, ni même d'une réimpression, et en tout cas pas d'une impression « *in extenso* » comme l'annoncent ses pages de titre. De sorte qu'il n'est pas exagéré de la qualifier de « falsification ».

★

Nous présentons ici le *Journal Officiel* de Paris, dans ses deux éditions, où s'écrit l'histoire de la Commune par ceux qui la font. D'autre part, nous précisons en quoi et comment la « réimpression » est une falsification, participant à l'écriture de l'histoire par les vainqueurs dès le lendemain des massacres.

Table des matières

<i>Le Journal Officiel</i>	2
Le 19 mars.....	2
Les collaborateurs.....	3
Les deux éditions.....	4
Le contenu.....	5
La « réimpression ».....	5
Pourquoi une « réimpression » ?.....	5
Quand et comment ?.....	7
Pourquoi un tel succès ?.....	7
Les falsifications (mensonges et omissions).....	8
Le volume numérisé par la BNF.....	11
Remerciements.....	11
Annexe : une liste d'ouvrages versaillais sur l'histoire de la Commune.....	12

Le Journal Officiel

Le 19 mars. Après l'échec de la tentative d'enlèvement des canons de la Garde nationale au petit matin du 18 mars 1871, Thiers, suivi de son gouvernement, quitte Paris pour Versailles. Les « insurgés » et le Comité central de la Garde nationale occupent, petit à petit, l'Hôtel-de-Ville, divers ministères et administrations...

C'est seulement le lendemain que les locaux qui abritent la rédaction et l'imprimerie du *Journal Officiel*, 31 quai Voltaire, sont investis. La rédaction, mandée à Versailles, les a quittés, non sans avoir fait paraître le journal, le matin du 19 : le compte rendu des « événements » du 18 mars ne laisse aucun doute sur la couleur politique des rédacteurs.

Trois bataillons de la Garde nationale et plusieurs journalistes prennent possession du *JO*. Parmi eux, Barberet, Lebeau et Vésinier, peut-être Floriss Piraux et Paul Vapereau. Ils se mettent aussitôt au travail et publient, dès le lendemain 20 mars, les deux éditions, celle du matin et celle du soir (datée du 21).

Les collaborateurs. Il n'est pas très facile de répondre à la question « qui fait quoi ? ». Il y a, à cette époque, une tradition de solidarité des rédactions (sans doute due à l'absence de liberté de la presse pendant le Second Empire) qui fait que beaucoup d'articles des journalistes attachés à un journal ne sont pas signés. Le *JO* s'y est conformé.

Commençons par les responsables, munis du titre de « délégué rédacteur en chef ».

19 mars. – Lebeau. Au commencement, Barberet et Lebeau portent tous deux ce titre⁽¹⁾, ce qui est assez cohérent avec le fait que le premier article qu'ils signent est signé, au pluriel, « Les délégués au *Journal Officiel* »⁽²⁾. Le lendemain, le « premier-Paris » est signé « le délégué », au singulier.

24 mars. – Longuet. Barberet disparaît assez vite du paysage et Vésinier aussi (provisoirement). Très vite, Charles Longuet fait son apparition dans la rédaction et, dès le 24, il est le délégué. Lebeau, qui a signé un article (daté du 23) dans le journal du 24, quitte la rédaction (non sans faire quelque bruit).

13 mai. – Vésinier. Longuet y reste jusqu'au 13 mai, date à laquelle il est remplacé par Vésinier. Celui-ci est le dernier délégué, jusqu'au 24 mai où paraît le dernier numéro du journal.

⁽¹⁾Bourgin (Georges) et Henriot (Gabriel), *Procès verbaux de la Commune de Paris de 1871, édition critique*, E. Leroux (1924) et A. Lahure (1945), tome I, p.338.

⁽²⁾Par contre, Vésinier n'est pas délégué, et l'article qu'il cite dans son livre *Histoire de la Commune de Paris*, Londres (1871) page 52, est un faux manifeste. Il est peut-être auteur, mais l'article n'est pas signé, et surtout pas « Pierre Vésinier, délégué », comme il le prétend. Il y a même ajouté un membre de phrase.

Dans la rédaction, il y a aussi Floriss Piraux. Si son nom n'apparaît qu'une fois dans l'édition du matin, il est omniprésent dans celle du soir, où il est auteur d'une « Chronique » régulière, de « Ça et là », d'articles sur le théâtre (il est comédien), sans parler du feuilleton. Il est vraisemblable qu'il est l'auteur d'une bonne partie des faits divers (à peu près identiques dans les deux éditions). On trouve encore le jeune Paul Vapereau. Il faut ajouter l'énigmatique « C.P. », qui rend compte des réunions hebdomadaires de l'Académie des sciences.

Le *JO* utilise aussi un grand nombre de collaborateurs occasionnels, la plupart signant des « Variétés ». Parmi eux, beaucoup de journalistes professionnels employés par d'autres journaux. Avant d'en dresser la liste, signalons aussi le nom de Vaillant, qui a écrit et signé un article « tyrannicide » le 28 mars, et celui de Lissagaray, qui n'a pas signé son article mais est bien l'auteur de l'enquête sur « l'Affaire de la place Vendôme » parue le 25 mars, si l'on en croit les souvenirs de Charles Longuet dans une note de sa traduction de *La Guerre civile en France* (de Marx)⁽³⁾.

Voici une petite liste d'auteurs de la rubrique « Variétés » : J.-B. Clément, Paul Vapereau (deux fois), Albert Regnard, Louis-Xavier de Ricard (deux fois), Henri Bellenger, Minimus, Sée, E. Maréchal (trois fois), Charles Limousin, Maxime Vuillaume, Charles Nel...

Et une complémentaire liste d'auteurs d'autres articles : Ellen Carroll (qui traduit de l'anglais, puis écrit), Maria Verdure, Élie et Félix Ducoudray, et d'autres qui écrivent sous pseudonyme, X+Y par exemple.

Les deux éditions. L'édition du matin est un grand journal (62 cm sur 42) sur deux pages et six colonnes. L'édition du soir est plus petite, elle paraît sur quatre pages et quatre colonnes, on l'appelle d'ailleurs « le petit *JO* ». Le grand journal coûte 15 centimes et le petit 5 centimes (c'est le prix, par exemple, du très populaire *Père Duchêne*). Il y aura une discussion prolongée à la Commune (dès le 21 avril, où la décision de vendre le *JO* cinq centimes fut prise) sur les tarifs. Un des problèmes est que le *JO* était une propriété privée et que, malgré quelques essais timides de Longuet de faire valoir que le *JO* devait « nous » appartenir, la Commune n'eut pas (là non plus...) la volonté de s'attaquer à la propriété.

⁽³⁾Note page 33 de Marx (Karl), *La Guerre civile en France* (traduction de Charles Longuet, présentée par Amédée Dunois), Librairie de l'Humanité (1925).

C'est seulement le 19 mai que le grand *JO* fut vendu 5 centimes... et que le petit disparut⁽⁴⁾.

Le contenu. Le (grand) *JO* est un beau journal, bien imprimé, il est constitué d'une « partie officielle » et d'une « partie non-officielle » et commence par un sommaire de ces deux parties. Il contient surtout des informations officielles (proclamations et déclarations du Comité central puis décrets de la Commune) et, de plus en plus, des communiqués militaires. Il publie aussi, jusqu'au 3 avril (nous reviendrons sur cette date ci-dessous) et de façon systématique des comptes rendus analytiques des réunions de l'Assemblée de Versailles (il y a aussi un compte rendu dans le journal du 14 mai).

Le contenu « journalistique » est assez réduit. Un premier exemple est donné, dès le 21 mars, par un « fait divers », qui est l'unique façon dont les lecteurs sont et seront informés du changement de rédaction du journal — et qui est copié dans un autre journal :

On lit dans *le Rappel* :

Deux heures. — Le ministère de l'Intérieur a été occupé par les membres du Comité central.

Les employés se sont retirés.

Le télégraphe de la rue de Grenelle, le *Journal Officiel* et l'imprimerie nationale sont également occupés.

Un autre exemple caractéristique est le fait qu'il n'y a aucun compte rendu de la grande fête populaire que fut la proclamation de la Commune le 28 mars. Il y a un article dans l'édition du soir, rien le matin, ni le jour-même ni le lendemain...

La « réimpression »

Pourquoi une « réimpression » ? Le *JO* a une grande qualité : il présente décrets et arrêtés, communiqués et placards, signés. Voici comment l'éditeur Victor Bunel, présente sa « réimpression » :

La réimpression du *JOURNAL OFFICIEL DE LA COMMUNE*, que nous commençons aujourd'hui, est le document le

⁽⁴⁾L'édition du matin est en ligne sur <http://archivesautonomies.org/spip.php?article1674>. La numérisation (acquise par nous) par la BNF de son microfilm de l'édition du soir est disponible en ligne sur <http://archivesautonomies.org/spip.php?article1663>.

plus précieux que l'on puisse consulter pour l'histoire de Paris pendant les deux mois d'insurrection. Seulement, ce document, publié dans la capitale, n'a pu parvenir en province, et bien peu de personnes en possèdent la collection. Nous croyons donc faire une chose essentiellement utile et répondre à un besoin général en entreprenant cette publication, depuis le 1er numéro, en date du 19 mars [sic], jusqu'au dernier jour, le 24 mai 1871.

Nous ne doutons pas que cette réimpression ne soit bientôt dans les mains de tous ceux qui veulent connaître la vérité sur le règne éphémère de ces hommes qui, complices des prussiens, ont mis Paris à feu et à sang et la France à deux doigts de sa ruine.

L'éditeur,
Victor Bunel

Note de l'éditeur. Par une circonstance inespérée et toute particulière, nous avons pu nous procurer le **fameux** numéro du 24 mai, **imprimé à la Villette**⁽⁵⁾ ; ce numéro presque introuvable, à n'importe quel prix, complète la collection du soi-disant **officiel** de la trop fameuse Commune.

Nous n'avons reculé devant aucun péril et aucune dépense pour livrer à nos lecteurs une œuvre complète, relatant au jour le jour les faits et gestes de ceux que la justice du pays va appeler à sa barre.

Comme l'indique clairement la note de l'éditeur, il s'agit bien de fournir des « preuves » aux Conseils de guerre, qui vont « juger » (on les a qualifiés de « mitrailleuses judiciaires ») les présumés communards emprisonnés depuis mai ou juin. La « réimpression » participe à l'écriture immédiate, par les vainqueurs, de l'histoire de la Commune.

Plusieurs autres publications entendent jouer ce même rôle, en particulier ceux de Pierotti, *Décrets et rapports officiels de la Commune de Paris et du gouvernement français à Versailles* et de Livet, *Le Journal Officiel de Paris pendant la Commune* (tous deux publiés à Paris en 1871). Ces textes accompagnent les articles du *JO* de commentaires. Ce n'est pas le cas de la « réimpression » de Bunel.

⁽⁵⁾La quatrième édition (de 1878) indique **imprimé rue Vieille-du-Temple, à l'Imprimerie Nationale**.

Quand et comment ? Il semble qu'un volume soit déjà paru à temps pour le Conseil de guerre qui jugea, en août et septembre, les « membres de la Commune » (celui qui condamna Ferré à mort). *L'Officiel* est constamment invoqué par l'accusation. Au cours de l'audience du 1er septembre, un défenseur du membre de la Commune Augustin Verdure, dit : « c'est aux numéros détachés de *l'Officiel* de la Commune et non à la prétendue collection qui en a été produite, que je me suis référé »⁽⁶⁾.

Il n'est pas sûr que le volume ait été complet. Il est assez probable qu'il est paru par cahiers de huit pages.

Dans le volume que la BNF a choisi de numériser pour son site Gallica, ces cahiers sont arrivés indépendamment (et portent des tampons différents, avec les dates de 1871 (au début), 1873 (pour les cahiers 50 et 51) et 1872 à partir du 52). Voir ci-dessous des précisions sur cet exemplaire.

Pourquoi un tel succès ? Cette « réimpression » a été réimprimée (oui oui) plusieurs fois entre 1871 (1872) et 1879 (sauf erreur, l'entreprise s'arrête juste avant l'amnistie des communards). Elle a fait depuis l'objet de différentes rééditions en fac-similé⁽⁷⁾. C'est elle qui a été utilisée, pas seulement contre les communards mais par les historiens de tous bords, depuis sa première parution.

Il est clair qu'elle comblait un besoin. Les communeux qui avaient réussi à fuir Paris n'avaient pas emporté leur collection du *JO* (s'ils en avaient eu une) dans leur fuite. Ils ont rapidement compris que l'histoire commençait à s'écrire sans eux et, plus grave, contre eux. Prenons l'exemple de Benoît Malon qui publie son livre *La troisième défaite du prolétariat français* en octobre 1871 à Genève. Il raconte la proclamation de la Commune le 28 mars, il veut citer le *JO*, il prend ce qu'il a sous la main et copie... un article dont le livre de Pierotti cité ci-dessus dit qu'il vient du *JO*. Sauf que ce n'est pas vrai, cet article est paru dans un autre journal, *la Commune* (remarquons que, comme le communard Malon, le Versaillais Pierotti ne veut pas croire que le *JO* n'a pas publié d'article sur la fête du 28 mars).

La « réimpression » est assez commode d'utilisation : le *JO* est un très grand journal, pas facile à stocker ni à relier pour le feuilleter, la

⁽⁶⁾ *Troisième conseil de guerre, procès des membres de la Commune*, Versailles (1871), page 468.

⁽⁷⁾ En particulier en 1997 et 2002, Éditions Ressouvenances.

« réimpression » est d'un format in folio plus agréable et tous les numéros sont dans le même volume.

De sorte que la « réimpression », qui s'intitule réimpression (sans guillemets), devient « le Journal Officiel », pour les lecteurs mais aussi les historiens et les bibliothécaires...

Les falsifications (mensonges et omissions). Pourtant, un certain nombre de mensonges devraient frapper l'œil et l'esprit des lecteurs. Bunel écrit :

– « depuis le 1^{er} numéro, en date du 19 mars » : le 1^{er} numéro est daté du 20 mars.

– « La collection du *Journal Officiel* de la Commune est réimprimée sur le même format que le *Journal Officiel* du gouvernement » : habile mensonge, puisque le *Journal Officiel* du gouvernement s'imprime, depuis le 20 mars à Versailles, dans un format différent de celui de Paris et que cette phrase signifie précisément le contraire de ce qu'elle a l'air de dire, à savoir, le format n'est *pas* celui du *Journal Officiel*.

– « Journal Officiel de la Commune » n'est pas le titre du journal (sauf pour un jour).

– « Réimpression *in extenso* » dit la page de titre, alors que cette « réimpression » est tout sauf *in extenso*.

Au cours des recherches ayant mené à l'écriture de cet article, nous avons eu l'occasion de consulter, non seulement des livres d'historiens, mais encore des fichiers de bibliothèques ou d'instituts et même des bibliothécaires, et nous avons constaté que la croyance en la fidélité de la « réimpression » à son original était universellement partagée. La plupart croient même à un fac-similé... Voici comment le très professionnel ouvrage *Guide des sources de la Commune de Paris*, publié par La documentation française (qui, remarque irrésistible, occupe aujourd'hui quai Voltaire les locaux où était écrit et fabriqué le *JO* en 1871) en 2007 le présente : « Le texte numérisé du *Journal Officiel* est disponible sur le site « Gallica » de la Bibliothèque nationale de France » (page 45).

Les mensonges que nous avons relevés dans le texte de la « réimpression » lui-même sont du genre « mensonges par omission » ; il s'agit d'articles, ou de rubriques, qui ne sont pas reproduits dans la « réimpression ».

Notons d'abord que le *JO* a des annonceurs, en tout cas publie des annonces publicitaires, les programmes des théâtres, les cours de la Bourse, et que la « réimpression » ignore ces actes de la vie. De même, alors que le

JO se donne la peine d'envoyer un journaliste à l'Académie des sciences, tous ses articles du mois de mai sont ignorés par la « réimpression ». Pour ce dernier exemple, on peut imaginer que, comme Livet dans le livre cité plus haut et sans doute (hélas) comme beaucoup de nos contemporains, Bunel « n'ait jamais compris pourquoi » le *JO* envoyait ce journaliste⁽⁸⁾. On peut aussi imaginer qu'il n'ait pas voulu publier un texte comme celui-ci (*JO* du 2 mai, sous la signature C.P.) :

Quelles que puissent être leurs opinions politiques, ils font preuve de patriotisme en continuant leurs travaux avec la même ardeur. Ils savent que la nature ne s'arrête point dans sa marche, que ceux qui se sont donné la mission de l'étudier dans ses manifestations les plus éclatantes ou les plus obscures, doivent toujours être en observation, dans la crainte de laisser échapper à leurs investigations quelque fait intéressant et utile au progrès scientifique.

La vie culturelle et le fait que les communards s'en mêlent sont donc censurés. De même pour beaucoup d'articles qui ont trait à Paris, considéré par les communards comme capitale : le 22 mars, l'article « Paris est dans le droit », signé du délégué, a disparu (ce n'est pas le cas dans l'exemplaire Gallica, voir ci-dessous), de même les deux articles « Paris indépendant dans l'histoire », de Limousin, dans les numéros du 20 avril et du 2 mai.

Sont aussi supprimées les listes de blessés que le *JO* publia les 13 et 14 avril, ainsi que la liste de l'état des blessés dans les ambulances les 21 et 22 avril et de même la liste des (trois cent vingt !) Gardes nationaux prisonniers envoyés à Belle-Île le 25 avril.

Manquent surtout les comptes rendus analytiques de l'Assemblée de Versailles (voir toutefois ci-dessous, à propos de l'exemplaire de Gallica). Ils sont publiés dans plusieurs quotidiens parisiens, en particulier dans *le Rappel*, un journal « bourgeois » (publié par l'entourage de Victor Hugo) mais sympathique à la Commune, et bien sûr dans le *JO* de Versailles. Le fait qu'ils n'apparaissent pas dans la « réimpression » nous amène à nous interroger sur les raisons pour lesquels le *JO* les publie, puis arrête, au moment de la catastrophique sortie vers Versailles (mal préparée, trop tardive) qui voit les morts de nombreux fédérés dont Duval et Flourens, et qui marque le début, à la fois d'un blocus extérieur de Paris et d'une

⁽⁸⁾ À ce sujet, voir *Mai quai Conti*, <http://oulipo.net/fr/mai-quai-conti>.

sorte de repliement de la Commune sur elle-même. Ne pas réimprimer ces comptes rendus, c'est la présenter ainsi repliée depuis le 20 mars. Signalons tout de même que, le 14 mai, le *JO* publie un extrait des débats à Versailles (séance du 11 mai) (pour donner « une idée exacte de l'esprit de dissolution qui anime nos ennemis ») et que la « réimpression » le reproduit).

Tout ceci semble compréhensible et correspond bien à l'image que les Versaillais voulaient donner des communex. D'autres manques sont plus étranges et donnent surtout l'impression d'un travail bâclé.

Il est temps de remarquer que, si le *JO* est un journal bien fait, bien corrigé (malgré l'orthographe et la syntaxe approximatives des informations qui lui arrivaient, si l'on en croit les récriminations du délégué dans les procès verbaux de la Commune), ce n'est pas le cas de la « réimpression », qui comporte de nombreuses coquilles, des informations collées les unes aux autres et devenant ainsi incompréhensibles, etc. Ce qui donne une sérieuse impression de laisser-aller et de travail vite fait.

Alors, à quelle raison profonde attribuer la quasi-disparition de la rubrique « Nouvelles étrangères » au mois de mai (du 5 au 12 mai, les 14, 17, 20 et 22 mai, mais pas les 16 et 19 mai) ? Et la suppression des articles de « Variétés », « Tradition unitaire », de Louis-Xavier de Ricard le 24 avril, « Saint-Denis et Montmartre en 1870 » de E. Maréchal le 30 avril, « Frédéric II et Voltaire » du même auteur ? Et celle des deux articles sur les crèches des 15 et 17 mai ? Peut-être tout simplement le désir pour Bunel d'en finir le plus vite possible pour arriver avant la concurrence et gagner beaucoup d'argent.

Un dernier petit exemple, paru dans le *JO* daté du 24 mars et censuré par Bunel, par paresse (après tout c'est un article du *Rappel*), ou pour raison politique :

L'Univers, qu'on est sûr de rencontrer là où il y a une grossièreté à placer, a trouvé moyen, l'autre soir, d'insulter aux funérailles de Charles Hugo.

Il y consacre deux lignes seulement, les deux lignes que voici :

« Une foule aussi nombreuse que débraillée suivait le cortège du poète. »

Permettez, goujats de sacristie, j'étais dans cette foule que vous dites débraillée, et j'affirme qu'il y avait moins de crasse sur tous nos paletots réunis qu'il n'y en a sur une seule de vos soutanes. ? (*Rappel*).

Le volume numérisé par la BNF. C'est celui accessible aujourd'hui (mars 2015) sur le site Gallica. La BNF possède plusieurs exemplaires de la « réimpression », consultables par les lecteurs munis d'une carte d'accès au rez-de-jardin du site Tolbiac de cet établissement. L'exemplaire numérisé possède quelques particularités : d'abord il a davantage de pages que tous les autres, et ensuite... il est incomplet. La première propriété explique sans doute le choix qui a été fait de cet exemplaire particulier. Il est vraisemblable que la deuxième n'a pas été remarquée.

Comment un exemplaire peut-il à la fois avoir davantage de pages et être moins complet que les autres ? C'est très simple : les premières pages sont des prospectus publicitaires (en français et en anglais – les raisons pour lesquelles Bunel espérait vendre son livre à Londres pourraient être explicitées), de sorte que le livre commence plusieurs fois, page 3, puis page 10, page 15, page 21 (il s'agit des numéros de page de la version en pdf obtenue en téléchargeant le document, des pages blanches ont été omises lors de la numérisation, ce qui explique la numérotation baroque, rappelons qu'il s'agit de cahiers de huit pages). La page 67 du pdf porte le numéro 48 (imprimé) et reproduit le début du journal du 24 mars. Comment le journal peut-il être incomplet ? C'est très simple, la page 69 porte le numéro... 42 et contient, comme la page précédente la fin du journal... du 25 mars. Ainsi cet exemplaire ne contient pas, par exemple, l'article (de Lissagaray) sur l'Affaire de la place Vendôme.

Une autre particularité de cet exemplaire est que... s'il a fallu ces quarante-huit pages (de 21 à 67) pour atteindre le début du 24 mars, c'est forcément qu'il y a davantage de matière dans ces quatre premiers jours que dans les autres exemplaires. Et en effet, cette matière supplémentaire est tout simplement formée des comptes rendus analytiques de l'Assemblée de Versailles. Nous n'avons vu aucun exemplaire complet contenant ces premiers cahiers avec comptes rendus de Versailles. Bunel a-t-il abandonné cette idée ? Trop long, trop cher ? Trop incriminant pour Versailles ?

Remerciements

Nous remercions toutes les personnes qui nous ont aidés, à la Bibliothèque nationale de France et ailleurs.

Annexe : une liste d'ouvrages versaillais sur l'histoire de la Commune

Association Internationale des travailleurs, conférence publique donnée par le député du Loiret, Robert de Massy (10 novembre 1871). Voulant montrer une Internationale toute puissante ayant « ses ramifications dans toutes les nations de l'Europe et même en Amérique (qui) lui donnent aujourd'hui la prétention d'étendre partout son empire et d'embrasser le monde » il en arrive à la présenter comme une armée soumise « à une rigide centralisation » (alors que cette organisation était, de fait, fédéraliste) qui devient vite le *deus ex machina* de l'histoire, responsable de toutes les « horreurs » de la Commune.

Histoire critique de la Commune, de Georges Morin (1871) (en conclusion : « en France, la Commune a été impuissante ; son ?uvre n'a été que la destruction et le néant : son système politique n'a été qu'un pastiche ridicule, ses réformes économiques sont absurdes et dérisoires... »).

Les Hommes de la Commune biographie complète de tous ses membres, par Jules Clère, 1871 (ces biographies étaient prêtes avant même la fin des combats, on peut penser que ce livre contribue à la campagne de délation mentionnée ci-dessus).

Histoire des journaux publiés à Paris pendant le siège et sous la Commune, de Firmin Maillard, 1871. Outre les commentaires stupides et anecdotiques, contient moult inexactitudes.

Le journal officiel de Paris pendant la Commune, par Jean-Louis Livet, 1871. Pour se donner une idée de l'orientation du livre, on lit au début : « ... le dimanche matin, 19 mars, l'Officiel révélait brusquement à Paris, à la France, à l'Europe épouvantée, le sinistre forfait par lequel un gouvernement nouveau, non encore dénommé, inaugurait son pouvoir et faisait tomber, comme un abominable défi, sous les balles françaises, deux généraux justement estimés ». Il reproduit de la page 115 à la page 286 des extraits de l'*Officiel*.

Les membres de la Commune et du Comité central, par Paul Delion, 1871. Livre, comme bien d'autres emplis de mensonges ignobles et (aujourd'hui) ridicules (« c'est avec des filles nues dans sa voiture que Ferré sortait de la préfecture de police... »), de délires verbaux haineux (« l'insurrection était le fait de ce ramassis d'aventuriers qui grouille dans les faubourgs, venant des quatre coins de la France et du monde, vivant on ne sait où, on ne sait comment : tourbe confuse que la dépravation commune rend compacte et qu'on ne trouve que le long des ruisseaux de Paris »).

Paris sous la Commune, par Charles Bergerand, 1871. Selon Robert le Quillec, dans sa bibliographie critique de la Commune de Paris : « Très hostile à la Commune "épouvantable forfait", par le directeur du Courrier de la Loire. Le point de vue de la bourgeoisie provinciale qui souligne "les généreuses dispositions des Versaillais" lors des derniers combats ! ».

Le livre noir de la Commune de Paris (dossier complet). L'internationale dévoilée par Louis Gabriel (auteur supposé), 1871. Beaucoup d'affirmations de l'auteur sont sujettes à caution et bien souvent anecdotiques, toujours dans le but de discréditer les acteurs de l'insurrection (l'AIT est présentée comme son instigatrice, ce qui est contraire à la réalité) et de la Commune.

Le pilori des communeux, de Henri Morel, 1871 qui écrivait ce type de prose : « Écrire l'histoire des hommes de la Commune, c'était se vouer volontairement à une asphyxie morale, tant le bourbier où grouillaient ces êtres immondes était lourd de vapeurs pestilentielles et chargé de miasmes délétères. Nous pensons que le public nous tiendra compte de notre courage à soulever un des premiers, dans l'intérêt de l'assainissement général, cet amas putride de honte, de fureurs et de sang, sous lequel disparaissait la physionomie de chacun d'eux, grotesques ou terribles »...

Les conciliabules de l'Hôtel de Ville. Comptes rendus des séances du Comité Central et de la Commune par J. d'Arsac (1871) (« extraits incomplets, inexacts, fabriqués souvent » d'après Lepelletier, Histoire de la Commune de 1871, 1912 tome 2 page 67).

Album de photographies des ruines de Paris. Collection de tous les monuments et édifices incendiés et détruits par la Commune de Paris, septembre 1871. Les communards étant les seuls responsables des destructions, les Vandales !

Les martyrs de Paris, par Eugène Beluze, 1871. Livre, qui comme le suivant, évoque le « martyre » de ces quelques pauvres curés qui reçurent quelques balles, ce qui fit dire à un Fédéré, en réponse à Vallès (dans son livre *l'Insurgé*) qui lui avait reproché d'avoir fusillé un archevêque : « on saura que si la Commune faisait ses arrêts pour de rire, le peuple les exécutait pour de bon... Ma balle a tout de même fait un trou dans le ciel ! ».

Mémoires du R.P. de Bengy, par le R.P. Anatole de Bengy, 1871.

Épisodes pendant la Commune, par Eugène Delessert, 1872. Encore sur les noirs corbeaux et leurs martyrs.

Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars, 3 tomes, 1872. Le premier tome est consacré à un rapport général sur l'insurrection du 18 mars (qui « a désormais pris place dans les dates néfastes de notre histoire... » dès les premières lignes le ton est donné), puis des rapports sur les différentes communes en province (Marseille, Toulouse, Bordeaux, Limoges). Le tome II est consacré à la déposition des témoins comme Thiers, Mac-Mahon, Trochu... et le tome III est consacré aux pièces justificatives (Comité central de la Garde Nationale et ses séances, l'AIT, l'Alliance républicaine, la Commune).

L'insurrection du 18 mars, par Edmond Villetard, 1872. Livre réalisé d'après les déclarations que l'on peut retrouver dans l'*Enquête parlementaire*.

Histoire de l'Internationale, par Edmond Villetard (Grasset, 1872). Fantaisiste, se conclut ainsi : « nous avons seulement voulu montrer par quelle série d'idées folles, par quel entraînement de passions dérégées les hommes qui s'associaient, il y a sept ans, pour amener par des grèves la hausse des salaires, ont été conduits d'abord à croire que l'empire du monde allait leur appartenir, puis à se souiller des plus épouvantables forfaits le jour où ils ont vu leurs chimères s'évanouir devant la lugubre réalité de la défaite et du châtimeut ». Villetard a « prouvé » que l'Internationale est bien responsable de tous les « crimes » de la Commune... mais son livre contient sans doute la première traduction publiée en France de *la Guerre civile en France* (il y en eut une autre à Bruxelles la même année).

L'armistice et la Commune, par le général Vinoy, 1872. Commandant en chef de l'armée de Paris... un des bourreaux de la Commune, c'est dire !

Paris insurgé, histoire illustrée des événements de Paris de François Balathier-Bragelonne, 1872. Hostile à la Commune, mais beaucoup d'extraits de presse jour après jour.

Guerre civile de 1871, de La Brugère F. de (pseudonyme d'Arthème Fayard), 1873. Pour donner un exemple de sa prose. Il écrit à propos de Charles Longuet, rédacteur en chef de l'Officiel : « d'une tenue sale et débraillée, fainéant avec obstination, quoi se disant toujours affairé, le citoyen Longuet se levait à 10 heures, déjeunait, arrivait le plus souvent à la Commune à 5 heures lorsqu'il n'avait plus rien à faire, et passait sa soirée et sa nuit à la brasserie de la rue Saint-Séverin, lieu de réunion de la plupart de ces tristes notabilités. A quatre heures du matin, il revenait à l'Officiel et, sous prétexte de faire un article dont il n'écrivit jamais une ligne, il retardait la mise en page de trois heures. »

Les Murailles Politiques (en deux tomes), 1874. Recueil d'affiches depuis le 4 septembre 1870 jusqu'à la fin de la semaine sanglante. Il y manque certaines affiches comme la seconde affiche rouge du 6 janvier 1871.

20 mars 2015

MICHÈLE AUDIN & YVES CUNAT